

vocations chez les combattants étrangers, côté ukrainien comme russe

# BATTRE



appui à ces troupes que des étrangers venus d'Occident viennent s'engager. Keystone

## LES FAITS DU JOUR

**Armes chimiques** » Les Occidentaux s'inquiètent ouvertement d'une possible utilisation d'armes chimiques en Ukraine par Moscou, que les ratés de son offensive militaire rendent encore plus imprévisible, faisant ressurgir le spectre des atrocités commises par le régime de Damas en Syrie. La Russie «paiera le prix fort si elle utilise des armes chimiques», a prévenu hier le président des Etats-Unis Joe Biden.

**Pas de guerre avec l'Otan** » L'Otan ne veut pas de «guerre ouverte avec la Russie», a déclaré hier à l'AFP Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance, à Antalya, dans le sud de la Turquie. «Nous avons la responsabilité d'empêcher que ce conflit s'intensifie au-delà des frontières de l'Ukraine et devienne une guerre ouverte entre la Russie et l'Otan», a-t-il dit en marge du Forum diplomatique organisé par la présidence turque. M. Stoltenberg a ainsi justifié le refus de l'Alliance atlantique

d'imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine pour protéger la population des bombardements russes.

**Le nœud du patriarche** » Alors que le Conseil œcuménique des Eglises (CEO) sollicitait l'entremise du patriarche de Moscou Cyrille pour apaiser les volontés belliqueuses du maître du Kremlin, celui-ci accuse l'Otan et l'Occident d'avoir divisé Russes et Ukrainiens. Dans un courrier jeudi, le chef religieux de l'Eglise orthodoxe russe accuse les pays occidentaux d'avoir «tenté de faire des peuples frères – Russes et Ukrainiens – des ennemis», «n'épargnant aucun effort ni fonds financiers» pour armer l'Ukraine. Et de poursuivre: «Pourtant, le plus terrible n'est pas les armes, mais la tentative de «rééducation», de transformation mentale des Ukrainiens et des Russes vivant en Ukraine en ennemis de la Russie.» »

ATS/AFP/PROTESTINFO

## APPEL AU MEURTRE DE RUSSES SUR INSTAGRAM

La Russie a annoncé hier avoir restreint l'accès au réseau social Instagram, qu'elle accuse de propager des appels à la violence contre les Russes en lien avec le conflit en Ukraine.

Le puissant comité d'enquête de Russie a auparavant annoncé engager des poursuites contre Meta pour «appel au meurtre» de Russes, la maison mère d'Instagram et de Facebook ayant assoupli son règlement sur les messages violents destinés à l'armée et aux dirigeants russes.

L'organisation a précisé lancer ces investigations «du fait des appels illégaux au meurtre de ressortissants russes de la part des collaborateurs de la société américaine Meta». Et d'après le bureau du procureur général, «des contenus distribués sur Instagram contiennent des appels à commettre des actes violents contre les citoyens de Russie, y compris du personnel militaire». ATS/AFP

## L'accord avec l'Iran bloqué

**Nucléaire** » Alors que les négociations étaient à bout touchant, les exigences russes font dérailler les discussions.

Coup d'arrêt brutal aux négociations sur le nucléaire iranien: sur le point d'aboutir il y a une semaine, elles sont désormais menacées par Moscou qui réclame des garanties supplémentaires.

«Nous devons faire une pause dans les pourparlers en raison de facteurs externes», a annoncé hier Josep Borrell, le chef de la diplomatie de l'Union européenne (UE) qui coordonne le processus. «Un texte final est quasiment prêt et sur la table», a-t-il ajouté.

Le 4 mars, les diplomates évoquaient une entente imminente mais le lendemain Moscou, pilier essentiel des négociations, jetait un froid. La Russie, frappée par des sanctions occidentales après son invasion de l'Ukraine, a ainsi demandé des garanties américaines que ces mesures de rétorsion n'affecteraient pas sa

coopération économique avec l'Iran.

Des revendications jugées «hors sujet» par le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, mais qui ont stoppé net les discussions. La cheffe de la délégation britannique Stephanie Al-Qa'a a manifesté sur Twitter sa «profonde déception», tout comme son homologue français Philippe Errera.

«Le conflit en Ukraine a maintenant fait irruption de manière très concrète» dans ce dossier d'habitude préservé des tensions géopolitiques, a commenté Eric Brewer, de l'institut de recherches américain Nuclear Threat Initiative.

Les exigences russes «ont enrayé le mécanisme à la dernière minute, menaçant de compromettre les discussions et d'empêcher le rétablissement du pacte» connu sous l'acronyme JCPOA, a-t-il averti. Téhéran est engagé depuis onze mois dans des pourparlers à Vienne. »

ATS/AFP

## Situation critique en Allemagne

**Covid** » L'Allemagne se trouve dans une situation sanitaire «critique» en raison de l'augmentation du nombre de cas de Covid-19, a mis hier en garde le ministre de la Santé, misant toujours sur la vaccination obligatoire. «Je lis souvent que le variant Omicron est un variant moins virulent. Ce n'est que partiellement vrai», a mis en garde lors d'une conférence de presse Karl Lauterbach, soulignant que 249 personnes étaient encore décédées jeudi du Covid.

**D'autre part en Chine**, les neuf millions d'habitants de la ville de Changchun (Nord-Est) ont été placés en confinement, ont annoncé hier les autorités locales, au moment où la Chine fait face à sa plus grave flambée de Covid-19 depuis deux ans. Seule une personne par foyer est autorisée à sortir une fois tous les deux jours. » ATS/AFP

## GOOGLE-META

### ENQUÊTE DANS L'UE

La Commission européenne et l'Autorité britannique de la concurrence ont annoncé hier enquêter sur l'accord conclu en 2018 par les géants américains de l'internet Google et Meta (Facebook) dans la publicité en ligne, soupçonné de leur offrir un monopole illégal. Cet accord est déjà depuis 2020 dans le collimateur de la justice américaine. ATS

## CORSE

### PARIS TENTE L'APAISEMENT

Après neuf jours de tensions en Corse à la suite de la tentative d'assassinat d'Yvan Colonna en prison, le gouvernement français a tenté «l'apaisement» hier en ouvrant la voie au rapprochement de deux autres membres du «commando Erignac». Un «premier pas» jugé encore insuffisant dans l'île de beauté. ATS

## Excuses officielles de Belfast

**Abus sur enfants** » Le gouvernement nord-irlandais a présenté hier des excuses publiques dans un vaste scandale de violences sexuelles et de mauvais traitements dans des institutions pour enfants pendant plus de sept décennies dans la province britannique, après des années de retard.

«Nous sommes désolés que l'Etat ait échoué à vous protéger des mauvais traitements, nous sommes désolés que l'Etat ne vous ait pas protégés de ceux qui ont abusé de leur pouvoir», a déclaré le ministre de l'Education nord-irlandaise Michelle McIlveen, du parti unioniste DUP.

Achevée en 2017, une enquête menée pendant quatre ans a mis en évidence des mauvais traitements extrêmement répandus dans des institutions pour enfants tenues par des religieux, considérés comme responsables de défaillances systémiques.

«Nous sommes désolés qu'on ne vous ait pas crus. L'Etat vous a écoutés et l'Etat vous croit et nous sommes profondément désolés», a lancé à l'attention des victimes la ministre. Après elle, des représentants des quatre autres principaux partis politiques nord-irlandais ont pris la parole lors de cette séance d'excuses publiques chargée d'émotion à Stormont, siège de l'assemblée et du gouvernement nord-irlandais à Belfast.

Ces excuses, également formulées par les congrégations religieuses mises en cause, figuraient parmi les recommandations du rapport d'enquête final.

«Beaucoup de gens ont besoin d'entendre «Je suis désolé, ce n'est pas votre faute», a-t-elle expliqué, comparant l'événement de hier aux excuses formulées par le Premier ministre britannique David Cameron en 2010 pour le massacre du «Bloody Sunday». » ATS/AFP